



COMCEC

NOTE DU BCC SUR L'ALLÈGEMENT DE LA PAUVRETÉ

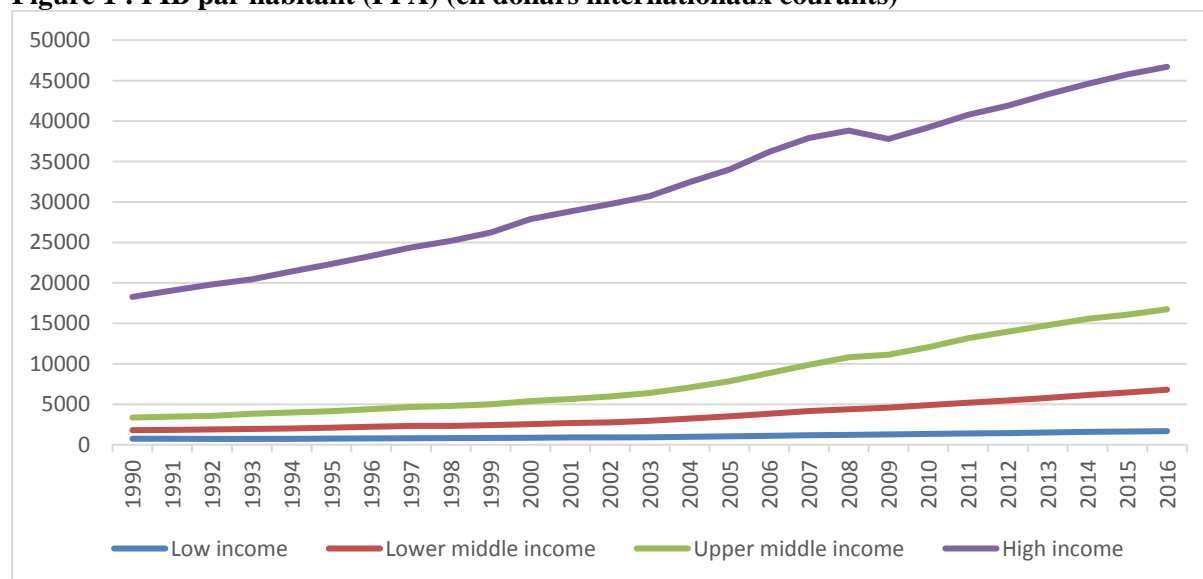
NOTE DU BCC SUR L'ALLÈGEMENT DE LA PAUVRETÉ

Il existe différentes définitions pour la pauvreté. Cette notion peut simplement être définie par l'incapacité à pourvoir aux besoins essentiels. La méthode la plus fréquemment utilisée est la définition de la pauvreté en termes monétaires, tels que US\$1.90 par jour et US\$ 3.10 par jour.¹ La pauvreté est également définie en termes non monétaires d'une perspective multidimensionnelle. L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM), calculé par le PNUD, considère les dénuements multiples de la population et leur chevauchement en utilisant les dimensions de la santé, de l'éducation et des standards de vie. L'Indice de Développement Humain (IDH) est un autre indicateur non monétaire de la pauvreté, élaboré par le PNUD. Parallèlement à la santé, à l'éducation et aux niveaux de vie, l'IDH se concentre sur quelques éléments supplémentaires de ces dimensions.

La Pauvreté dans le Monde

Quand on examine la pauvreté en termes monétaires, le premier indice à prendre en compte est le PIB par habitant PPA (Parité du Pouvoir d'Achat). Le PIB moyen mondial par habitant en PPA était de \$16,143 US en 2016. Cette moyenne était de \$46,704 USD pour les pays à revenus élevés, de \$16,746 US pour les pays à revenus intermédiaires-supérieurs, de \$6,799 pour les pays à revenus intermédiaires-inférieurs et de \$1,683 pour les pays à revenus faibles (Figure 1). Ces chiffres montrent qu'il existe une disparité considérable parmi les pays. Alors que le Qatar a le PIB par habitant (PPA) le plus élevé avec 127,523 en dollars internationaux courants, la République Centrafricaine a le plus bas PIB par habitant avec 698,9 en dollars internationaux courants. Il existe également des problèmes importants relatifs à la répartition des revenus dans les pays.

Figure 1 : PIB par habitant (PPA) (en dollars internationaux courants)



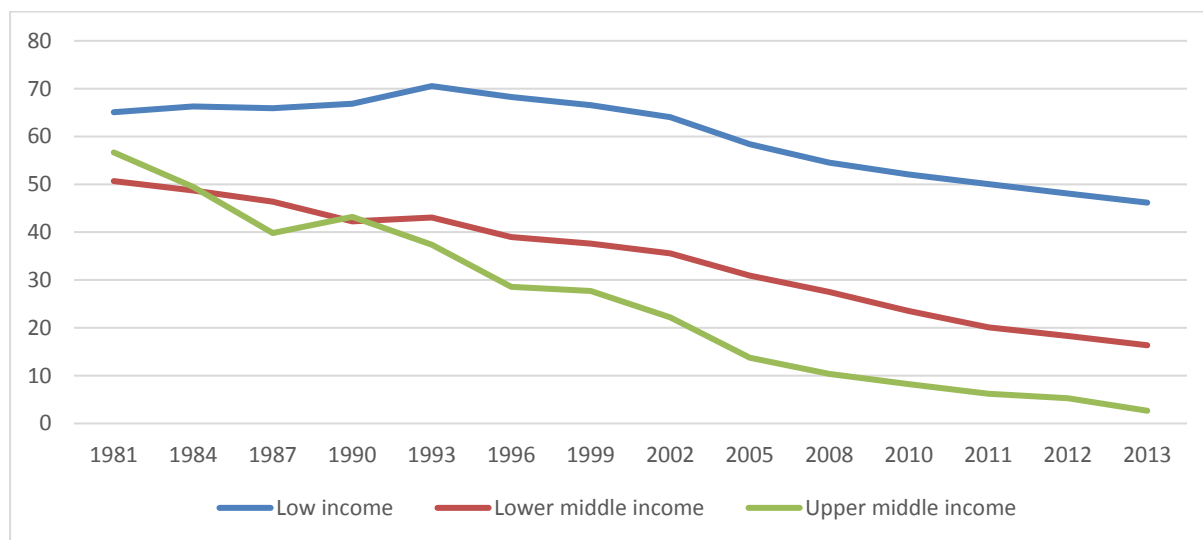
Source : Préparé par le BCC en utilisant les indicateurs du Développement dans le Monde de la Banque Mondiale.

Pour la plupart des pays, les niveaux de pauvreté ont diminué en termes monétaires au cours des trois dernières décennies. En effet, pour la période 1981-2013 des progrès significatifs ont été observés en ce qui concerne le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,25

¹ La définition de la «pauvreté extrême» de la Banque Mondiale a été révisée de manière à signifier de vivre avec moins de US\$1.90 par jour, au lieu de US\$1,25 par jour, afin de refléter les dernières données relatives aux parités du pouvoir d'achat. De même, le montant de US\$2 par jour a été révisé pour passer à US\$3.10 par jour.

USD par jour. Alors que ce taux était de 43.2% pour les pays à revenus intermédiaires-supérieurs, de 42.3% pour les pays à revenus intermédiaires-inférieures et de 66.9% pour les pays à bas revenus en 1990, il est diminué de 2.7%, de 16.4% et de 46.2% respectivement pour ces groupes de revenus en 2013 (Figure 2).

Figure 2 : Proportion du nombre de pauvres pour 1.90 USD par jour (2011 PPA) (% de la population)



Source : Créée par les auteurs en utilisant les indicateurs du développement dans le Monde de la Banque Mondiale

La réduction des niveaux de pauvreté dans la plupart des pays est prometteuse; cependant, certains pays ont des niveaux de pauvreté accrus.

La pauvreté dans les pays membres de l'OCI

L'OCI, en tant que groupe, est composée de pays ayant des niveaux de développement différents provenant de diverses régions géographiques. 21 sur les 48 Pays les Moins Avancés (PMA) sont membres de l'OCI. A cet égard, le PIB par habitant des pays membres montre une composition très dispersée, variant de US\$978 à 127,523 (PPA en dollars int. courants) en 2016². De plus, le nombre de personnes vivant avec moins de \$1.90 dollars américains par jour dans les Pays Membres de l'OCI s'élevait à près de 277.3 millions, soit 23.8% de la population totale de l'OCI en 2016.

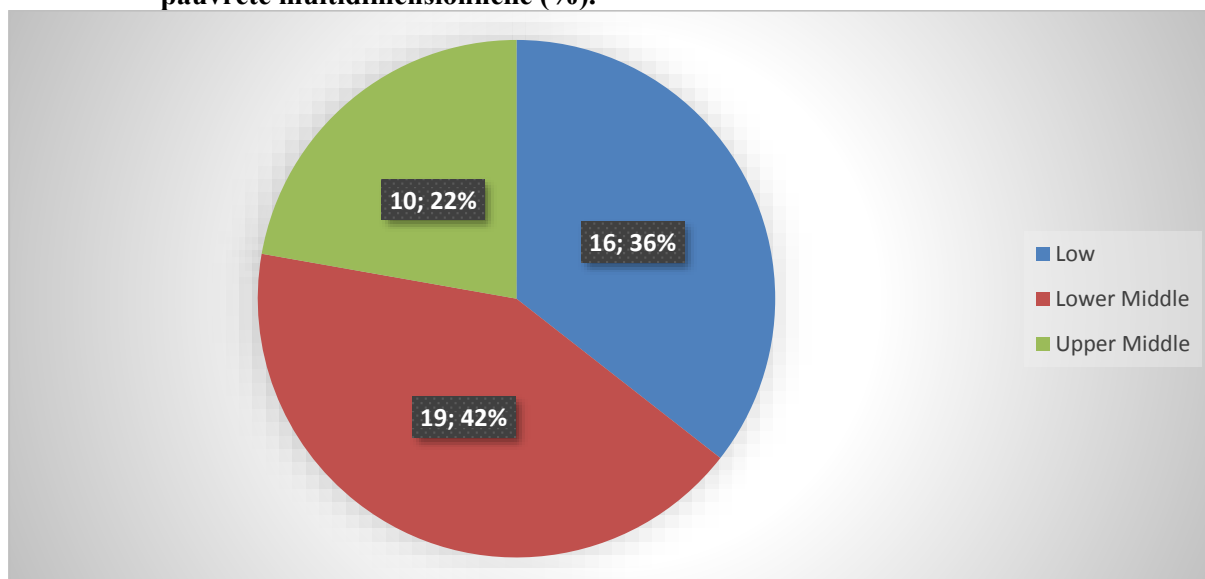
La Pauvreté Multidimensionnelle dans les Pays Membres de l'OCI.

En ce qui concerne le groupe pour lequel MPI est calculé, on constate que la majorité des pays membres de l'OCI font partis de ce groupe. Parmi ces Pays Membres de l'OCI qui ont des valeurs MPI, 22% sont des pays à revenus intermédiaires-supérieurs, 42% sont des pays à revenus intermédiaires-inférieurs et 36% sont des pays à bas revenus (Figure 3).³ La population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement parmi les pays membres de l'OCI. Alors qu'au Kazakhstan ce taux n'est que de 1.1%, au Niger il atteint près de 90%. Au total, environ 15% de la population totale des Pays Membres de l'OCI vit dans des conditions de pauvreté multidimensionnelle.

² Source : Banque Mondiale, Indicateurs du Développement dans le Monde

³ Perspectives 2017 du COMCEC sur la Pauvreté.

Figure3 : La part des catégories de niveau de revenu pour les Pays Membres de l'OCI avec la pauvreté multidimensionnelle (%).



Source : Perspectives 2017 du COMCEC sur la Pauvreté

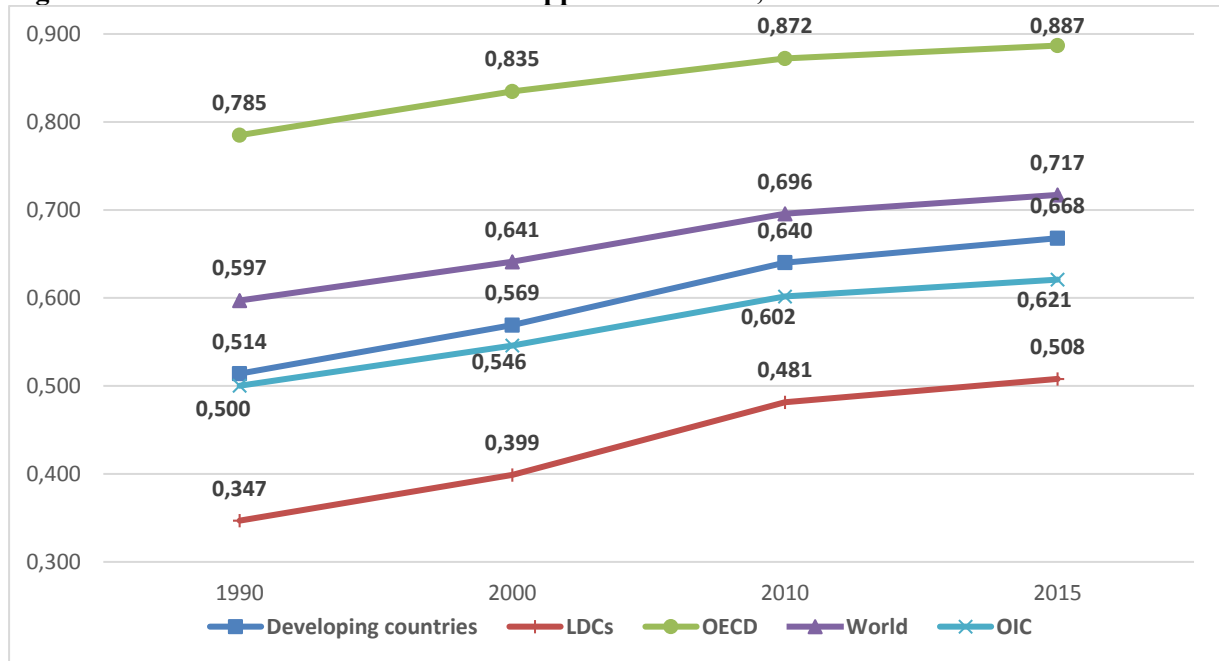
La contribution de la privation en matière d'éducation à la pauvreté globale pour la région de l'OCI est entre 3,7% (Ouzbékistan) et 54,7% (Syrie). La même portée pour la contribution de la privation en matière de la santé à la pauvreté globale est entre 18.8% (Somalie) et 83.9% (Kazakhstan), et la contribution de la privation en matière de niveau de vie est entre 3.5% (Jordanie) et 51.9% (Ouganda).⁴

Niveaux de développement humain dans les Pays Membres de l'OCI

L'indice de développement humain (IDH) montre l'existence d'une augmentation du développement humain dans le monde entre 1990 et 2015 (Figure 4). La moyenne mondiale est passé de 0.597 à 0.717. La moyenne de l'OCI est passé de 0.500 à 0.621 et elle est restée nettement inférieure à la moyenne de l'OCDE et de la moyenne mondiale au cours de la même période. Les valeurs de l'IDH de l'OCI ne sont supérieures qu'à celles des PMA. D'autre part, l'écart entre l'OCI et les pays en voie de développement s'est accru au cours des 25 dernières années. En 1990, il était de 0.014, alors qu'il a augmenté à 0.047 en 2015.

⁴ Perspectives 2017 du COMCEC sur la Pauvreté

Figure 4 : Tendances de l'Indice de développement humain, 1990-2015

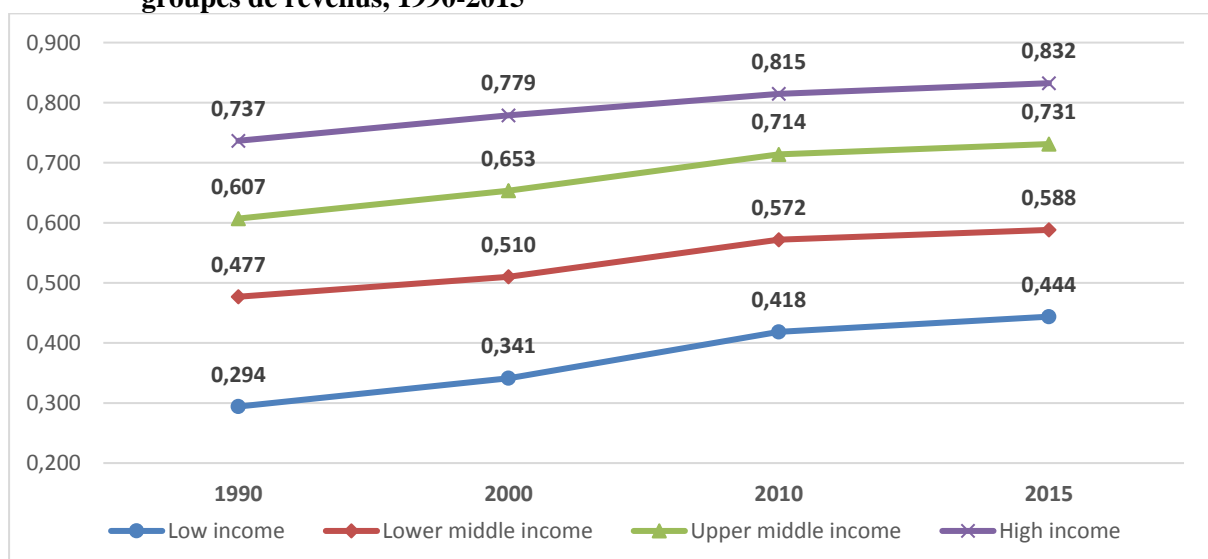


Source : PNUD 2016

Note : Les moyennes ne sont pas pondérées, c'est-à-dire que chaque pays dans les groupes a le même poids, indépendamment de sa population.

La Figure 5 montre l'évolution de l'IDH pour les états membres de l'OCI dans les différents groupes de revenus entre 1990 et 2015. Elle révèle qu'il y a eu une amélioration pour chaque groupe de revenus au cours de la période définie. Elle montre aussi clairement que les valeurs de l'IDH sont fortement associées au niveau de revenus. Les valeurs de l'IDH augmentent constamment à mesure que le niveau de revenu d'un groupe de pays augmente. Les pays à revenus élevés et à revenus intermédiaires-supérieurs affichent des tendances d'IDH qui dépassent la moyenne de l'OCI. Par ailleurs, les pays à revenus intermédiaires-inférieurs et à bas revenus ont des valeurs d'IDH plus faibles par rapport à la moyenne de l'OCI.

Figure 5 : Tendances de l'indice de développement humain des Pays Membres de l'OCI par groupes de revenus, 1990-2015



Source : Perspectives 2017 du COMCEC sur le Pauvreté

Note : Les moyennes ne sont pas pondérées, c'est-à-dire que chaque pays dans les groupes a le même poids, indépendamment de sa population.

Programme 2030 pour le développement durable et les objectifs de développement durable (ODD)

Le programme 2030 pour le développement durable vise à réaliser une transition du Programme de développement du millénaire à travers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) se sont concentrés sur les défis des pays pauvres, mais le Programme 2030 pour le Développement Durable est un programme de développement plus global qui concerne tous les pays indépendamment de leur niveau de développement.

Depuis l'adoption des OMD, d'énormes progrès ont été entrepris sur le plan mondial ; toutefois, l'éradication de la pauvreté demeure l'un des principaux défis mondiaux pour le développement durable. Pour cette raison, le premier Objectif de Développement Durable a été déterminé comme suit : «Mettez fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde.»

Les principaux défis auxquels sont confrontés les pays membres dans la réalisation des OMD étaient, entre autres, le manque de volonté politique et d'engagement envers les OMD, les infrastructures insuffisantes, les capacités institutionnelles sous-développées, y compris la capacité de mise en œuvre, le manque de ressources financières adéquates, la situation économique mondiale et les conditions commerciales défavorables, le manque de croissance inclusive, le manque d'un environnement favorable - y compris les conflits et les défis liés aux catastrophes - afin d'attirer les investissements et d'encourager le développement du secteur privé. Néanmoins, en prenant en compte les défis des OMD ainsi que le contexte plus ambitieux des ODD, la mise en œuvre des ODD revêt une importance cruciale.

Compte tenu de l'importance du sujet, le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) et le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC) ont soumis une étude commune intitulée « Les Facteurs Critiques pour Réussir dans la Mise en Œuvre de l'Agenda de Développement Post-2015 et des Objectifs de Développement Durable : Situation Actuelle et Perspectives pour l'OCI » pour la 31^{ème} session du COMCEC. Un certain nombre de sessions spéciales sur différents aspects des ODD ont été organisées en parallèle à la 31^{ème} Session du COMCEC. De plus, en consultation avec le Groupe de la BID et le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), le BCC a soumis à la 32^{ème} Session du COMCEC un rapport sur le rôle potentiel et les contributions possibles des institutions concernées de l'OCI pour la réalisation des ODD et de leurs sous-objectifs dans les pays membres.

Conformément à la résolution pertinente du COMCEC, le Bureau de Coordination rassemblera les activités des institutions de l'OCI entreprises pour la mise en œuvre des ODD dans les pays membres, et soumettra un rapport à la 33^{ème} Session du COMCEC.

Par ailleurs, le SESRIC mène une enquête des tendances sur les priorités des pays membres en matière d'ODD. SESRIC devrait soumettre un rapport sur les résultats de la tendance de l'enquête à la 33^{ème} Session du COMCEC.

• Neuvième Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté

L'une des causes majeures du cycle de pauvreté, la malnutrition génère des coûts importants, surtout quand elle est expérimentée tôt dans la vie. La dénutrition et les risques associés tels que l'allaitement sous-optimal, la carence en vitamine A et les déficiences en zinc, en fer et en iode, coexistent souvent et provoquent plusieurs invalidités aussi bien que la mort chez les enfants de moins de 5 ans. En outre, elle a également un effet négatif sur la croissance économique des nations, en particulier celles qui ont une forte incidence de la sous-alimentation chronique.

Compte tenu de l'importance du sujet, la neuvième réunion du Groupe de Travail sur l'allègement de la pauvreté du COMCEC, qui a eu lieu le 6 avril 2017, a débattu sur la question de la malnutrition dans les Pays Membres en détails, et des recommandations politiques concrètes pour les Pays Membres ont été élaborées. Au cours de la Réunion, les participants ont examiné l'étude analytique intitulée «Malnutrition dans les pays membres de l'OCI : Un piège pour la Pauvreté» et «Perspectives 2016 du COMCEC sur la Pauvreté.» Les discussions au cours de la Réunion ont également été enrichies par des présentations faites par des états membres et des organisations internationales.

Le rapport d'étude susmentionné, a souligné que les Pays Membres de l'OCI connaissent des taux élevés de malnutrition à travers tous les indicateurs. Les pays de l'OCI ont tendance à afficher des rendements inférieurs, comparés au reste du monde (en voie de développement). Le taux de retard de croissance dans les pays de de 33%, taux au dessus du seuil de haute prévalence défini par l'Organisation Mondiale de la Santé (30 pour cent). Ce taux est 13 pour cent supérieur au taux du reste du monde. Selon le rapport, un tiers des enfants de moins de 5 ans ont un retard de croissance (trop courts pour leur âge) et 11 pour cent du même groupe sont décharnés (trop minces pour leur tailles) dans les Pays Membres de l'OCI.

Comme le souligne le rapport, certains défis majeurs concernant la malnutrition dans les pays de l'OCI sont les suivants :

- Les pratiques inadéquates en matières d'Alimentation des Nourrissons et des Jeunes Enfants (IYCF), y compris l'allaitement.
- Manque d'accès à des aliments nutritifs
- Famine saisonnière due aux saisons maigres/à la sécheresse
- Un accès limité aux infrastructures améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement,
- Un accès insuffisant aux soins maternels et génésiques,
- Faibles niveaux de dépenses sanitaires,
- Des mécanisme de coordination faibles et inefficaces pour lutter contre la malnutrition.

À la lumière de ces défis, la neuvième réunion du Groupe de Travail sur l'allègement de la pauvreté a formulé les recommandations de politiques suivantes :

1. Développer des programmes spécifiques sur l'alimentation pour les mères
2. Améliorer les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (IYCF)
3. Faciliter l'accès à l'eau potable et a assainissement des groupes vulnérables et lancer des campagnes éducatives sur les maladies infectieuses afin d'éliminer la malnutrition aiguë
4. Élaborer des programmes d'aide alimentaire pour assurer la fourniture inclusive et en temps voulu d'aliments des groupes vulnérables souffrants de malnutrition aiguë

Tous les rapports soumis à la Réunion et les présentations faites lors de la Réunion sont disponibles sur le site internet du COMCEC (www.comcec.org).

• **Dixième Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté**

Un manque persévérant et extrême dans l'éducation entraîne des coûts élevés aux sociétés et aux individus. L'objectif principal d'une politique dans le domaine de l'éducation serait de créer un environnement dans lequel les efforts et les talents, plutôt que les circonstances pré-déterminantes, définissent les réalisations des apprentissages et les opportunités de vie. Néanmoins, le genre, le lieu, le contexte familial, l'ethnie, la richesse, l'incapacité, le statut d'immigrant et d'autres circonstances, affectent négativement l'accès des enfants à

l'éducation. Par ailleurs, la pauvreté rend souvent l'éducation inaccessible et force les enfants hors des salles de cours, vers l'emploi.

Étant donné l'importance de la question, la Dixième Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté tenue le 5 octobre 2017, a élaboré sur l'éducation des enfants défavorisés dans les Pays Membres et a formulé de recommandations politiques concrètes afin de les soumettre à la 33^{ème} Session Ministérielle du COMCEC. Au cours de la Réunion, le rapport d'étude intitulé «Malnutrition dans les pays membres de l'OCI : Un piège pour la Pauvreté» et «Perspectives 2017 du COMCEC sur la Pauvreté.» Les discussions au cours de la réunion ont été également enrichies par des présentations des pays membres, des organisations internationales et des ONG.

Le rapport d'étude susmentionné a montré que les Pays Membres de l'OCI ont amélioré l'accès à l'éducation au cours des deux dernières décennies. Cependant, l'enseignement primaire universel n'a pas encore été atteint dans un grand nombre des Pays Membres. Dans 24 pays (sur 50 avec des données disponibles), les taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire sont inférieurs à 90%. Le rapport souligne que les enfants pauvres ont des difficultés à accéder à l'éducation dans les Pays Membres de l'OCI que les enfants riches. Le fait de vivre dans des zones rurales met également les enfants dans des situations de désavantages en termes d'accès à l'enseignement primaire. Néanmoins, ces grands écarts dans l'accès à l'éducation entre enfants pauvres et riches, ou enfants qui vivent dans des zones rurales ou urbaines, n'existent pas entre filles et garçons, du moins dans la plupart des Pays Membres.

Tel qu'indiqué dans le rapport, il existe des obstacles communs à l'accès à l'éducation pour les enfants défavorisés, comme la pauvreté, l'emplacement, l'incapacité, le genre, la langue, le manque d'enseignants et le taux de financement très bas.

À la lumière de ces défis, la dixième Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté a formulé les recommandations de politiques suivantes :

1. Améliorer l'accès des enfants pauvres et défavorisé à l'éducation en éliminant/réduisant les coûts de scolarité et en développant le transfert de fonds conditionnel et des programmes d'alimentation scolaires
2. Permettre l'accès des enfants dans les zones rurales et lointaines à l'éducation en créant de nouvelles écoles ou en offrant les frais de transport aux enfants qui vivent dans ces régions
3. Accroître l'accès à l'éducation aux enfants invalides en formulant le contexte politique et juridique nécessaire, et en leur offrant une meilleure assistance dans l'environnement scolaire
4. Accorder la priorité à l'égalité des sexes dans l'accès à l'éducation
5. Mobiliser plus de ressources afin d'améliorer la qualité de l'éducation

Tous les documents soumis à la Réunion et les présentations faites lors de la Réunion sont disponibles sur le site internet du COMCEC (www.comcec.org).

- **Financement de Projets du COMCEC**

A travers le Mécanisme de Financement de Projet, le BCC fournit des subventions aux projets choisis qui ont été proposés par les Institutions compétentes et les États Membres de l'OCI déjà enregistrés au Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté.

En 2016, l'Indonésie a mis en œuvre le projet intitulé «Développer des Initiatives Locales pour l'Allègement de la Pauvreté à Travers des Moyens de Subsistance Durables à Base Communautaire Entre les Pays Membres de l'OCI». L'objectif principal du projet était de

développer un modèle local pour l'allègement de la pauvreté à base communautaire pour les pauvres dans les pays frontaliers et dans les régions sous-développées en collaboration avec des pays partenaires, la Malaisie et la Turquie. Les activités du projet comprenaient la collecte de données, l'organisation de visites d'étude, des ateliers de travail et la préparation d'un rapport du projet.

Quatre projets dans le domaine de la coopération sur l'allègement de la pauvreté sont en cours de réalisation en 2017 par l'Albanie, l'Indonésie, la Gambie et le Suriname. L'Albanie a mis en œuvre le projet intitulé : «Création d'une feuille de route pour un service social intégré pour le logement.» L'objectif du projet était d'entreprendre des recherches de politiques pour l'établissement d'un système d'information de gestion de logement social au Ministère de Développement Urbain d'Albanie. Les activités du projet comportaient la préparation de lignes directrices par le biais du partage d'expériences entre les pays partenaires et l'organisation d'un atelier de travail international en Albanie. A ces fins, les lignes directrices ont été préparées et présentées lors de l'atelier de travail qui s'est tenu les 3-5 juillet 2017 en Albanie, avec la participation des pays partenaires. De plus, dans le cadre du projet, une visite sur le terrain a été organisée dans des logements sociaux à Tirana.

L'Indonésie a mis en œuvre le projet intitulé : «Renforcer les moyens de subsistance locales et durables pour activer les pauvres en ouvrant une voie de marketing par le commerce électronique.» L'objectif de ce projet était d'entreprendre des activités afin de créer des moyens de subsistance locales par le commerce électronique, pour les pauvres d'Indonésie. Les activités du projet comprenaient l'organisation de deux programmes de formation sur le développement de produits et le marketing de produits, et l'organisation d'un atelier de travail international avec la participation des pays partenaires, le Pakistan et le Bangladesh.

La Gambie a mis en œuvre un projet intitulé «Formation sur l'entrepreneuriat et la gestion des petites entreprises pour les femmes en Gambie, au Sénégal et en Sierra Leone.» L'objectif de ce projet est de partager les expériences et les bonnes pratiques dans l'entrepreneuriat, le développement des entreprises et la gestion des entreprises pour les femmes. Les activités du projet comportaient l'organisation d'un programme de formation pour les formateurs en entrepreneuriat et la gestion de petites entreprises pour les femmes, avec la participation des pays partenaires, Le Sierra Leone et le Sénégal.

Le Suriname a mis en œuvre le projet intitulé «La professionnalisation de la garde d'enfants dans certains pays de l'OCI.» L'objectif du projet était de partager les informations sur les normes du développement infantile pour la professionnalisation et l'institutionnalisation de la garde d'enfants. Les activités du projet comprenaient l'organisation d'un programme de formation sur les normes du développement infantile pour la professionnalisation et l'institutionnalisation de la garde d'enfants, avec la participation des pays partenaires, le Nigeria et la Guyane.

- **Programmes en cours pour réduire la pauvreté dans le cadre du COMCEC**

Les programmes en cours dans le cadre de l'allègement de la pauvreté sous l'égide du COMCEC sont : Le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement - FSID (au sein de la Banque Islamique de Développement); le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique - PSDA (au sein de la Banque Islamique de Développement) et le Programme de Formation Professionnelle de l'OCI - OCI-PFP (au sein du SESRIC).

Conformément à la décision du 3^{ème} Sommet Islamique Extraordinaire qui s'est tenue en 2005, les Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) a été créé comme un Fonds spécial au sein de la BID. Le fonds a été officiellement lancé en 2007, afin de

contribuer à la réduction de la pauvreté dans les États Membres. Il se concentre sur le développement humain, l'agriculture et le développement rural, l'infrastructure de base et les micro entreprises. Le budget ciblé du Fonds est de US\$ 10 milliards. En septembre 2017, le niveau des contributions en capital promises au Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) s'élève à 2.7 milliards de dollars américains. En Août 2017, le montant cumulé des approbations était de 668 millions de dollars américains pour 123 opérations dans 33 Pays Membres.

Le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA) est une autre initiative importante au sein de la BID, lancé en 2008 en vue de stimuler la croissance économique, de redynamiser la production agricole et de créer des opportunités d'emploi dans les pays membres africains. Le capital ciblé du PSDA est de US\$12 milliards. Au total, les déboursements par rapport au total des approbations se sont élevés à 509,85 millions de dollars américains ; de ce fait, le total des déboursements depuis 2012 jusqu'à ce jour s'élève à 5,9 milliards de dollars américains.

L'objectif du Programme OCI-PFP qui a été lancé officiellement en 2009 durant le Sommet Économique du COMCEC, est de donner aux individus l'occasion de développer leurs connaissances et leurs compétences; de contribuer ainsi au développement et à la compétitivité des économies des Pays Membres. Les programmes de renforcement de capacité ont été lancés dans 22 programmes sociaux et économiques différents avec plusieurs sous-thèmes dans le cadre de l'OCI-PFP.

